

15.02.2024

analyse

Le bachelor, un diplôme sous-estimé

Le processus de Bologne n'a pas tenu ses promesses sur le marché du travail

Florence Mauli et Patrick Schnell

Le processus de Bologne avait pour objectif de permettre à tous les diplômés universitaires d'entrer sur le marché du travail. Cet objectif n'a pas encore été atteint: la majorité des étudiants universitaires commencent leur master immédiatement après avoir obtenu leur bachelor. Ce n'est pas forcément un problème, mais beaucoup de personnes profiteraient d'un bachelor plus attractif.

En 1999, la signature de la Déclaration de Bologne (SBFI, 2019) a donné le coup d'envoi de la réforme de l'enseignement supérieur européen. Cette réforme a établi une formation en deux parties avec des programmes de bachelor et de master basés sur un système unifié de crédits (*European Credit Transfer System, ECTS*).

L'harmonisation de l'enseignement supérieur avait pour but d'augmenter la reconnaissance des diplômes. Un espace européen commun de l'enseignement supérieur devait voir le jour, dans lequel la mobilité des étudiants entre les établissements et les pays serait encouragée.

L'objectif de la réforme était que tous les diplômés (y compris le bachelor universitaire)

puissent entrer sur le marché du travail (Kroher et al., 2021). Le bachelor étant le premier diplôme «pertinent pour le marché du travail», il devait également permettre de réduire la durée des études par rapport au système précédent (à un niveau), même si cela ne constituait pas un objectif explicite de la réforme (Eurydice, 2020).

Cette analyse vise à vérifier si l'objectif d'employabilité de tous les diplômés a été atteint, met en évidence les mesures à prendre et esquisse des propositions pour optimiser le système actuel.

1. Pourquoi le bachelor devrait-il être adapté au marché du travail?

Pourquoi est-il judicieux de permettre à tous les diplômés de l'enseignement supérieur d'entrer sur le marché du travail et de raccourcir ainsi la durée des études? L'une des raisons est que les coûts directs de l'enseignement tertiaire sont en grande partie supportés par les pouvoirs publics et donc par la collectivité. La part payée individuellement sous forme de frais de scolarité n'est que d'environ 10 % (BFS, 2023a). De plus, les étudiants n'ayant pour la

plupart pas ou peu d'activité professionnelle, ceux-ci ne sont pas soumis à l'impôt et aux cotisations aux assurances sociales pendant la durée des études.

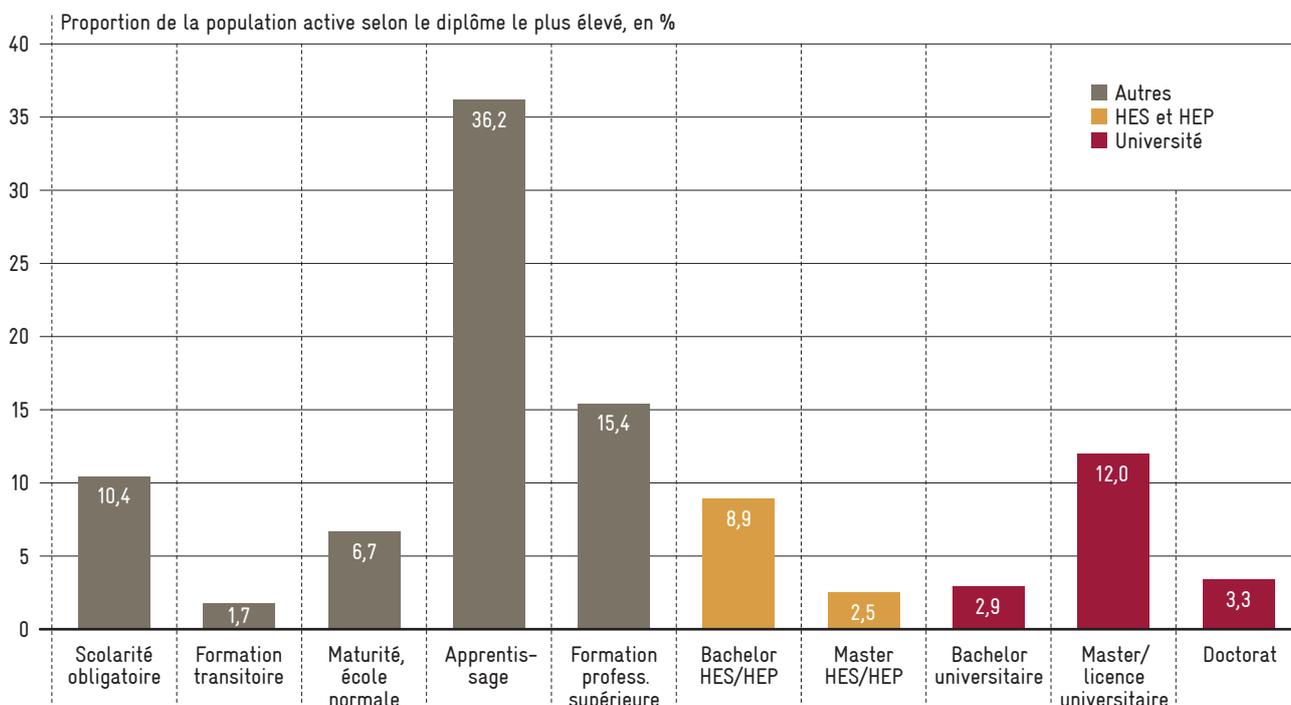
Certes, l'Etat et la société sont généralement récompensés plus tard de leurs investissements dans la formation. Par exemple sous la forme d'une augmentation à long terme des impôts sur le revenu (rentabilité *fiscale* de la formation), étant donné qu'une formation plus élevée s'accompagne, comme on peut s'y attendre, d'un salaire plus élevé (rentabilité *privée* de la formation)⁻¹. Toutefois, plus les études durent longtemps sans effet supplémentaire notable sur le revenu, plus le rapport entre les recettes fiscales (plus élevées) et les coûts de l'enseignement public se dégrade (Salvi et al. 2023).

Outre une rentabilité fiscale plus faible, le diplôme de master peut entraîner une surqualification et une inadéquation de compétences (en anglais «miseducation», désigne la situation dans laquelle une personne a le niveau de qualification requis, mais pas les connaissances adéquates). La surqualification («overeducation») désigne quant à elle la situation dans laquelle une personne exerce une activité pour laquelle elle est surqualifiée. Cette situation présente des inconvénients pour l'individu et la société, car elle a un impact négatif sur le revenu professionnel et la satisfaction au travail – par rapport à une personne ayant une formation équivalente et un emploi adéquat (Aeppli et al., 2021; Diem, 2015; Quintini, 2011).

En particulier, lorsque les études de master commencent directement après le bachelor, il

Figure 1: Le bachelor universitaire, un diplôme exotique sur le marché du travail

Près de 3% des personnes actives sur le marché du travail sont titulaires d'un bachelor universitaire, qui représente le diplôme le plus élevé de leur formation. Avec 12%, le master universitaire est pratiquement autant représenté que les diplômes HES cumulés.



Source: BFS (2022)

peut y avoir davantage d'inadéquation de compétences. Le niveau de qualification théorique correspond certes à l'activité, mais les compétences effectives ne correspondent pas à ce qui est nécessaire dans le travail. Cela peut également entraîner une baisse de salaire et de satisfaction au travail.

2. Quelle est la prévalence du bachelor sur le marché du travail ?

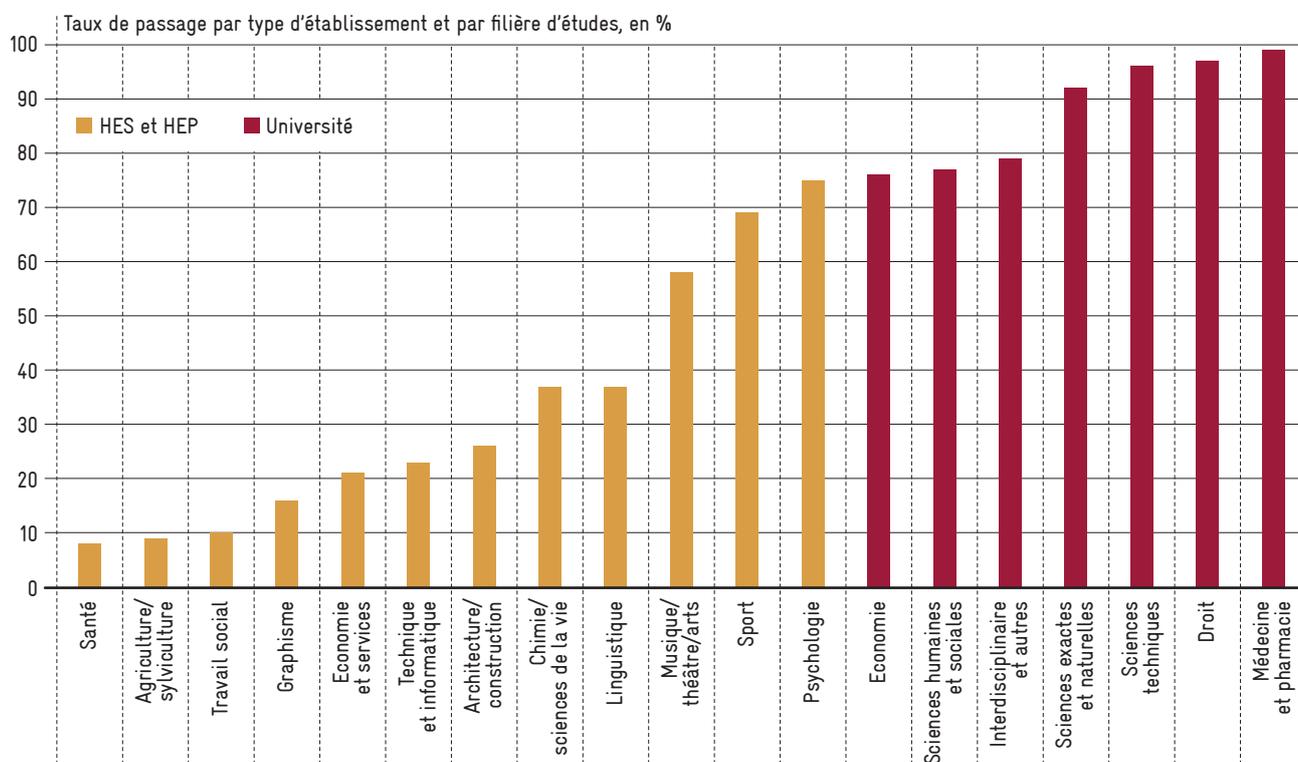
En Suisse, la déclaration de Bologne a été mise en œuvre à partir de 2002 dans les universités, les hautes écoles spécialisées (HES) et les hautes écoles pédagogiques (HEP). Dans les universités, le bachelor et le master ont remplacé les anciennes filières de licence, ce qui a entraîné un allongement de la durée des études. Ainsi, la durée normale des études de

bachelor est de trois ans, celle du master d'un an et demi à deux ans supplémentaires. Dans la pratique, les étudiants ont besoin en moyenne d'environ 6 ans pour obtenir leur diplôme de master (BFS, 2018). En revanche, pour une durée normale d'études de 4 ans, il fallait en moyenne 5 ans pour obtenir une licence (BFS, 2002).

Comme le montre la figure 1, environ 45 % de la population active est désormais titulaire d'un diplôme de degré tertiaire². Tant le bachelor universitaire que le master HES sont nettement moins représentés dans le niveau de formation le plus élevé par rapport au master universitaire (y compris la licence) et au bachelor HES. L'apprentissage représente toujours le diplôme le plus répandu sur le marché du travail suisse.

Figure 2: Le bachelor comme étape universitaire intermédiaire

76% des étudiants universitaires en économie commencent un master dans les deux ans. Ils présentent ainsi le taux de passage le plus bas parmi les universités, mais seraient toujours en tête parmi les HES.



Source: BFS (2023b)

Par rapport à leurs homologues des HES, les diplômés des universités ne sont pas seulement plus souvent titulaires d'un master. Ils passent également plus souvent du bachelor au master en peu de temps. Environ 87 % des étudiants universitaires commencent leurs études de master dans les deux ans suivant l'obtention de leur bachelor, et la plupart d'entre eux poursuivent directement leurs études (BFS, 2023b; Wolter et al., 2023). Ce taux de passage se situe à un niveau élevé dans toutes les branches d'études (voir figure 2).

Dans les HES, seule une minorité de 22 % entame des études de master dans les deux ans suivant l'obtention du bachelor (BFS, 2023b). Toutefois, il existe ici aussi de grandes différences entre les filières d'études. Cela s'explique notamment par le fait que le diplôme d'enseignement du sport au niveau secondaire 1 et le titre professionnel de «psychologue» requièrent un master (Wolter et al., 2023).

Le faible nombre de passages du bachelor au master dans les HES et la diffusion relativement large du bachelor HES sur le marché du travail indiquent que le bachelor HES est nettement plus professionnalisant que son équivalent universitaire. Les grandes différences entre les deux types de hautes écoles sont toutefois aussi liées à leur orientation respective et aux critères d'admission. Ainsi, pour accéder à l'université, il faut être titulaire d'une maturité gymnasiale. Les hautes écoles spécialisées sont en revanche davantage axées sur la pratique; une expérience professionnelle ainsi qu'une maturité professionnelle, spécialisée ou gymnasiale sont exigées (loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE)).

En raison de cette orientation différente, les étudiants s'auto-sélectionnent en fonction de leurs compétences et des diplômes qu'ils ont obtenus jusqu'à présent (Gunderson & Oreoupolous, 2020). C'est pourquoi la comparaison des deux types d'établissements d'enseignement supérieur a ses limites.

3. Où se situe la Suisse en comparaison internationale ?

Avec un ratio de 0,7 diplôme de master par bachelor comme niveau de qualification le plus élevé de la population âgée de 25 à 34 ans, la Suisse se situe dans la moyenne internationale. Les pays européens signataires du processus de Bologne affichent souvent des ratios plus élevés: alors que la France affiche un rapport de 1,6, l'Italie compte environ 1,4 diplômé de master pour un bachelor – soit deux fois plus qu'en Suisse (voir figure 3).

Le faible ratio de la Suisse est avant tout lié à la formation professionnelle supérieure. Ces diplômes sont également pris en compte dans le ratio en tant que diplômes tertiaires, ce qui fait grimper le nombre de bachelors.

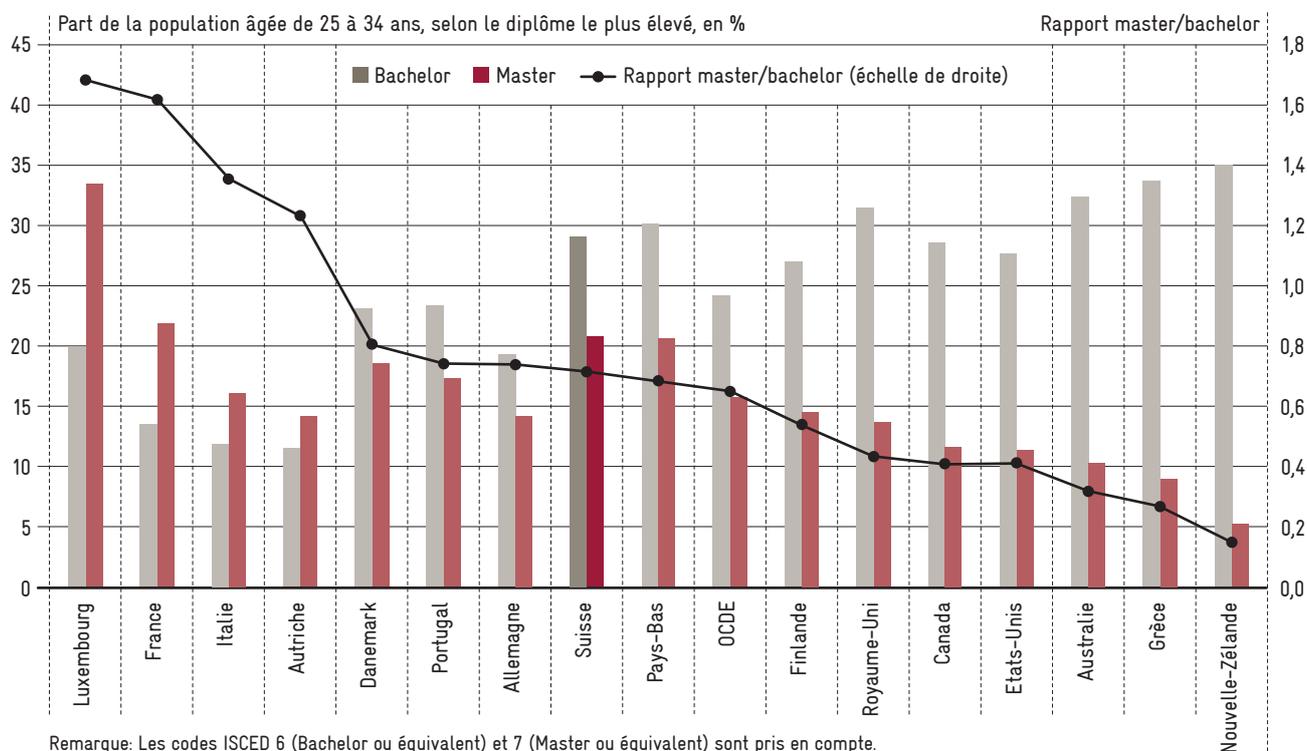
Cependant, avec 21%, une part importante de la population suisse âgée de 25 à 34 ans est titulaire d'un master, un taux qui est plus élevé uniquement dans quelques pays de l'OCDE. Si l'on y ajoute les diplômes de bachelor, on obtient pour la Suisse un taux élevé de diplômes tertiaires en comparaison internationale. L'Allemagne, par exemple, a certes un taux de master et bachelor aussi élevé, mais la proportion de personnes titulaires d'un diplôme tertiaire est nettement inférieure à celle de la Suisse.

Outre le fait que le master soit moins répandu, les étudiants à l'étranger attendent souvent plus longtemps avant d'entamer des études de master: ainsi, en Allemagne, «seuls» 66 % (Destatis, 2023) des étudiants font directement un master, et en France, 58 %.³

En Suisse, peu d'étudiants quittent l'université pour le marché du travail après l'obtention de leur bachelor. Le marché du travail exige-t-il des diplômes de master ou existe-t-il des indices de surqualification ou d'inadéquation des compétences et de rentabilités fiscales négatives de l'éducation ?

Figure 3: De nombreux diplômes tertiaires en Suisse

Près d'un tiers de la population suisse âgée de 25 à 34 ans est titulaire d'un bachelor ou d'un diplôme équivalent. Le rapport entre le nombre de diplômes de master et de bachelor est d'environ 0,7, ce qui n'est que légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE.



Source: OECD (2023)

4. Prévalence de la surqualification et de l'inadéquation de compétences

C'est lors des premières années de travail après l'obtention d'un diplôme, que les titulaires risquent le plus de décrocher un emploi inadéquat. Avec l'expérience professionnelle et les éventuels changements de poste qui en découlent, les exigences deviennent généralement plus élevées et les compétences acquises grâce à la formation peuvent être davantage mises à profit.

Diem & Wolter (2014) montrent que l'emploi inadéquat au sens d'une surqualification des personnes diplômées de l'université passe d'environ 15 % à 9 % au cours des cinq premières années. Dans les HES, les valeurs sont de 17 % et 14 % (Diem, 2015). En comparaison internationale, ces valeurs sont faibles (Rossen et al., 2019).

La surqualification entraîne, à court et moyen terme, un désavantage salarial annuel de 4 % à 10 % par rapport à un poste correspondant à la formation (Diem & Wolter, 2014). La prévalence varie fortement selon les filières: le domaine des arts et les filières axées sur les services (p. ex. le tourisme), mais aussi certaines filières scientifiques (y compris les sciences de l'environnement), présentent notamment un taux de surqualification plus élevé (Diem, 2015; Rossen et al., 2019). En revanche, la surqualification est nettement moins répandue dans les filières techniques (informatique, ingénierie, architecture) ainsi que dans le travail social et la santé (Diem 2015).

Le facteur décisif est la spécificité de la formation préparant à certains profils d'emploi. Plus le cursus est général et moins il est

concret, plus la probabilité de surqualification est élevée (Rossen et al., 2019). Aepli et al. (2021) constatent également pour la Suisse qu'un nombre considérable de diplômés universitaires sont surqualifiés pour leur emploi actuel.

En ce qui concerne l'inadéquation de compétences, les chiffres concrets font défaut, d'autant plus que cet aspect n'est souvent pas séparé de la surqualification dans l'analyse. Schweri et al. (2020) fournissent de premières indications, mais ne comparent pas explicitement les diplômés de bachelor et de master: la prévalence de l'inadéquation de compétences ne diffère alors que très peu entre les diplômés universitaires, les diplômés de formation professionnelle supérieure et les diplômés d'apprentissage. Etant donné que des domaines d'études très différents ont été regroupés, des études plus détaillées seraient nécessaires, car on peut supposer qu'il existe également de grandes différences entre les domaines

d'études en ce qui concerne l'inadéquation de compétences. En outre, l'acquisition de plus d'informations sur le futur métier des étudiants, par exemple en acquérant de l'expérience professionnelle, devrait réduire ce risque.

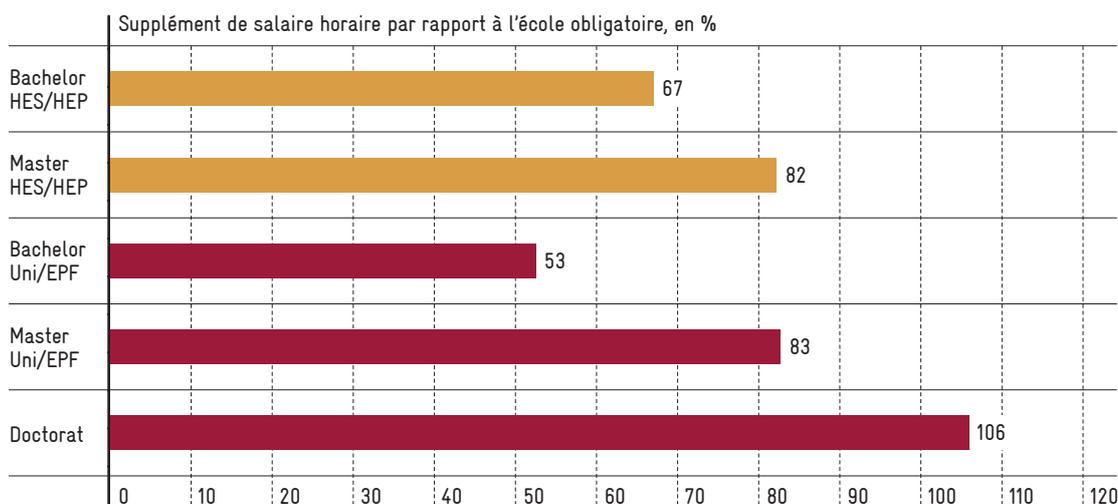
5. Qu'en est-il de la rentabilité fiscale de la formation?

Selon les estimations de l'OCDE, la rentabilité fiscale de l'enseignement tertiaire en Suisse n'est que de 2% pour les femmes et de 4% pour les hommes (OECD, 2021). Ces valeurs sont basses en comparaison internationale, et cette faible rentabilité est problématique. Elle laisse peu de marge de manœuvre: en cas de pertes d'emploi dues au chômage, les pouvoirs publics peuvent rapidement se retrouver en situation de perte.

En revanche, la rentabilité privée, c'est-à-dire le supplément de salaire tenant compte des coûts supportés à titre privé, s'élève à 13%

Figure 4: Le bachelor et le master sont rentables

Le supplément de salaire par rapport à l'école obligatoire est nettement supérieur à 50% avec un bachelor HES ou universitaire. Si les titulaires d'un bachelor HES ont une rentabilité de formation plus élevée que leurs homologues universitaires, les suppléments de salaire pour un master sont pratiquement équivalents.



Source: BFS (2022), propres calculs

pour les femmes et 14 % pour les hommes. La formation tertiaire est donc nettement plus rentable à titre individuel que collectif. Cela s'explique par le fait que la collectivité prend en charge la majeure partie des coûts directs de la formation.

Comment les différents diplômes universitaires se distinguent-ils en matière de rentabilité privée de la formation? Avec l'équation de revenu de Mincer, nous déterminons ci-après le supplément de salaire des différents diplômes des hautes écoles, toujours en comparaison avec un diplôme de l'école obligatoire.⁴ Comme le montre la figure 4, le supplément de salaire horaire du master est considérable par rapport au bachelor universitaire. Le bachelor HES présente cependant un supplément plus élevé que le bachelor universitaire, la différence avec le master est moins importante.

Glauser et al. (2019) montrent, à l'aide de données sur le statut socio-économique, que la différence de rentabilité de la formation entre le bachelor universitaire et le master se réduit au cours des cinq premières années après l'obtention du diplôme. L'expérience professionnelle peut compenser dans une certaine mesure le manque de qualifications. Par la suite, le type d'université et le certificat passent de plus en plus au second plan. En fin de compte, le domaine d'études et le secteur (qui en dépend généralement) dans lequel on travaille sont plus pertinents. D'après Glauser et al. (2019), le diplôme universitaire sert avant tout de signal pour le marché du travail.

Ces dernières années, la rentabilité de la formation d'un diplôme universitaire est restée constante, malgré la forte augmentation des diplômés du degré tertiaire (Wolter et al., 2023). Cela indique une demande accrue du marché du travail pour les diplômés tertiaires, y compris les masters universitaires. L'offre et la demande s'équilibrent. Dans le cas contraire, il aurait fallu s'attendre à une réduction de la rentabilité de la formation en raison de l'augmentation de l'offre (Gunderson & Oreopolous, 2020).

6. Comment l'économie perçoit-elle le bachelor?

Afin de vérifier la plausibilité de notre analyse, nous avons mené des entretiens qualitatifs avec des entreprises de différents secteurs qui comptent une part importante de travailleurs formés au niveau tertiaire. Nous avons également interrogé des centres de carrière des universités. L'objectif était de déterminer comment l'utilité des différents diplômes sur le marché du travail est évaluée.

Alors que toutes les personnes interrogées sont satisfaites du principe du processus de Bologne, elles estiment que le potentiel des diplômés de bachelor universitaires n'est pas exploité. Du point de vue de l'économie, davantage d'interruptions entre le bachelor et le master seraient possibles et, dans la plupart des domaines, explicitement souhaitées. Cela permettrait d'acquérir une expérience supplémentaire et de faire un choix d'études plus spécifique sur cette base.

Cette ouverture des critères de sélection est en partie due à la pénurie de main-d'œuvre, mais elle est également souhaitée dans l'optique d'une plus grande diversité au sein des employés. Des expériences différentes sont de plus en plus considérées comme un enrichissement pour la culture d'entreprise. Cette affirmation concorde avec la recherche, car les jeunes issus de milieux socio-économiques moins favorisés préfèrent passer par les HES (Wolter, 2017). Si ces diplômés sont davantage pris en considération, la diversité peut être encouragée.

Les entreprises considèrent l'embauche de titulaires de bachelor comme un avantage, car elles peuvent ainsi influencer la prochaine étape de la formation du collaborateur. Dans le contexte de l'inadéquation des compétences, cela devrait être bénéfique pour tous.

Même si la grande majorité des étudiants universitaires continuent d'enchaîner directement avec un master, les centres de carrière observent que de plus en plus de personnes titulaires d'un diplôme de bachelor veulent

entrer sur le marché du travail. Après quelques années, elles choisissent éventuellement un Certificate of Advanced Studies (CAS) ou un master plus spécifique correspondant à leurs objectifs professionnels concrets. Par rapport à avant, les étudiants se renseignent également plus souvent sur le master qui correspond le mieux à leur profil.

7. De nombreux indices montrent qu'il faut agir

L'objectif du processus de Bologne, à savoir l'employabilité de tous les diplômés, n'a pas encore été pleinement atteint. Il est en principe possible d'entrer dans la vie professionnelle avec un bachelor universitaire, mais c'est encore rare. Est-ce un problème? Pas forcément, mais il y a des indications sur la nécessité d'agir.

Un potentiel d'optimisation est possible, notamment en ce qui concerne l'inadéquation de compétences. Ainsi, les expériences internationales montrent des effets positifs de l'accumulation d'expérience professionnelle comme étape préalable aux études de master (voir encadré 1). Les étudiants peuvent ainsi utiliser plus tôt les connaissances qu'ils ont acquises et trouver une nouvelle motivation en

reprenant leurs études ultérieurement. De plus, ils choisissent de poursuivre leurs études avec un niveau de connaissances plus élevé. Cela peut contribuer à suivre des études de master plus spécifiques et plus rentables.

Les employeurs se disent également prêts à embaucher des titulaires de bachelor universitaire. Mieux encore : les interruptions sont explicitement souhaitées dans le sens d'une expérience professionnelle et permettent de convenir avec les employés de possibilités de formation sur mesure.

De manière générale, le marché du travail exige de plus en plus de diplômés tertiaires. Pour les individus, une formation supplémentaire est généralement rentable financièrement. D'un point de vue individuel, la surqualification devrait représenter un problème plutôt mineur en Suisse. Les faibles rentabilités fiscales de la formation pourraient toutefois indiquer qu'il pourrait s'agir d'un problème d'un point de vue sociétal.

En raison du prolongement de la durée moyenne des études (universitaires) depuis le processus de Bologne, la rentabilité fiscale s'est dégradée par rapport à l'ancienne licence. Là encore, les expériences des pays anglo-saxons sont intéressantes : si les étudiants participent

Encadré 1: Etude de cas des pays anglo-saxons

Au Royaume-Uni et en Australie, les étudiants assument la majeure partie des coûts de l'enseignement supérieur. Parallèlement, ces deux pays affichent un taux de bachelor élevé, mais un taux de master faible (voir figure 3).

En **Australie**, le master est de plus en plus souvent envisagé à un âge «plus tardif». Plus de la moitié des étudiants en master dans le pays ont plus de 30 ans et un quart plus de 40 ans (Australian Government, 2023). La combinaison d'une augmentation limitée des revenus (par rapport aux études de bachelor, voir Social Research Centre, 2022) et de frais d'inscription élevés contribue à ce que seule une minorité d'étudiants choisisse d'investir dans la formation au niveau master. Les formations plus courtes et plus spécifiques à une profession gagnent en attractivité (Ross 2023).

La situation est similaire au **Royaume-Uni**, bien que l'augmentation du salaire d'un titulaire de master par rapport au bachelor soit d'environ 28 % un an après l'obtention du diplôme (GOV.UK, 2023). Alors que la moitié des étudiants de licence (nationaux) ont 20 ans ou moins, plus de la moitié des étudiants de troisième cycle ont plus de 30 ans (Hesa, 2023). Une interruption de plusieurs années est généralement observée entre les cursus de formation. La durée de transition plus longue est appréciée par les étudiants, car les connaissances acquises ont une pertinence professionnelle directe ; la satisfaction au travail est plus élevée (Pollard et al., 2016).

davantage aux coûts de la formation, cela a un impact à la fois sur le timing et l'attrait général du programme de master.

8. Réforme du processus de Bologne : quelle direction faut-il prendre ?

Nous esquissons ci-dessous deux mesures possibles qui pourraient contribuer à optimiser la formation universitaire :

01. **Financement (plus) progressif de l'enseignement tertiaire :**

plus le niveau de formation est élevé, plus la part des coûts pris en charge par les pouvoirs publics devrait être faible. La raison est simple : plus le niveau de formation est élevé, plus le bénéfice individuel supplémentaire (rentabilité de la formation) dépasse celui pour la société (rentabilité fiscale). En conséquence, les frais d'inscription aux cursus de master devraient être plus élevés par rapport à ceux du bachelor. On peut se demander dans quelle mesure l'argument de l'égalité des chances doit encore être pris en compte pour les adultes ayant terminé leurs études de bachelor. Si la société le souhaite, l'idéal serait toutefois de travailler avec des bourses adaptées ou un système de remboursement rétroactif des frais d'études (Salvi et al., 2023).

02. **Révision des programmes universitaires :**

avec l'introduction du processus de Bologne, les programmes universitaires n'ont que peu changé. Dans de nombreux cas, le système ECTS a été appliqué aux structures existantes au lieu de saisir l'opportunité de réaménager les programmes d'études et de les adapter aux exigences futures (Loprieno, 2016). Un quart de siècle après l'introduction du processus de Bologne, il convient de revoir les programmes de bachelor et de master de manière globale, justement en tenant compte des besoins congruents des diplômés et de l'économie.

Le bachelor devrait être davantage axé sur l'employabilité, et au niveau master, l'accent devrait être mis encore plus qu'aujourd'hui sur les possibilités de spécialisation. Selon les disciplines, une condition d'admission sous forme d'expérience pratique pourrait également être envisagée afin d'éviter efficacement l'inadéquation de compétences.

Ces deux mesures modifient les incitations dans le choix de la formation. L'attractivité du bachelor universitaire pour l'entrée sur le marché du travail augmente. Il devient plus lucratif d'acquérir une première expérience professionnelle après l'obtention du bachelor. Le choix de différer les études de master peut ainsi se baser sur un niveau de connaissances plus élevé et être plus adapté.

Une participation plus importante aux coûts, notamment au niveau master, entraîne une double augmentation de la rentabilité fiscale. Premièrement, les coûts pour les pouvoirs publics diminuent. Deuxièmement, les étudiants sont incités à réfléchir plus attentivement à la question de savoir si et quelles études valent le plus la peine, ce qui réduit le risque de surqualification et d'inadéquation des compétences.

La Suisse est tributaire d'une main-d'œuvre qualifiée. Pour que les qualifications soient au rendez-vous, il faut un système de formation performant, efficient et efficace à tous les niveaux. La présente étude s'est concentrée sur la formation tertiaire actuelle, avec un accent particulier sur la structure entre les diplômes de bachelor et de master. De nombreux éléments indiquent que l'optimum n'a pas encore été trouvé. Il est souhaitable de rééquilibrer le système à ce niveau. Pour que le système éducatif suisse continue à fournir les résultats souhaités – dans l'intérêt de chaque individu et de la société. •

Sources

- Aepli, Manuel, Kuhn, Andreas, & Schweri, Jürg (2021). Der Wert von Ausbildungen auf dem Schweizer Arbeitsmarkt. Grundlagen für die Wirtschaftspolitik (Bd. 31). Staatssekretariat für Wirtschaft Seco.
- Australian Government, Department of Education (2023). 2021 Section 2 All students.
- BFS, Bundesamt für Statistik (2002). Der Einstieg in den Arbeitsmarkt von Schweizer Hochschulabsolvent/innen. Eine empirische Analyse der Absolventenbefragungen 1981 bis 2001.
- BFS, Bundesamt für Statistik (2018). Studiendauer UH nach Studienstufe und Fachbereichsgruppe.
- BFS, Bundesamt für Statistik (2022). Schweizerische Arbeitskräfteerhebung (SAKE).
- BFS, Bundesamt für Statistik (2023a). Öffentliche Bildungsausgaben der Kantone und ihrer Gemeinden im Verhältnis zu BIP, Gesamtausgaben und Bevölkerung.
- BFS, Bundesamt für Statistik (2023b). Übergänge und Verläufe auf der Tertiärstufe.
- Cattaneo, Maria A., & Wolter, Stefan C. (2018). Ist Bildung eine rentable Investition? Die Volkswirtschaft, 3.
- Destatis, Statistisches Bundesamt (2023). Studienverlaufstatistik 2022.
- Diem, Andrea (2015). Overeducation among Graduates from Universities of Applied Sciences: Determinants and Consequences. *Journal of Economic and Financial Studies (JEFS)*, 3(2), 63–77.
- Diem, Andrea, & Wolter, Stefan C. (2014). Overeducation among Swiss university graduates: Determinants and consequences. *Journal for Labour Market Research*, 47(4), 313–328.
- Eurydice, European Education and Culture Executive Agency (2020). The European Higher Education Area in 2020: Bologna Process Implementation Report. Publication Office of the European Union.
- Frankreich, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (2022). Parcours et réussite en master à l'université: Les résultats de la session 2021. Note Flash Du SIES, 33.
- Glauser, David, Zangger, Christoph, & Becker, Rolf (2019). Aufnahme eines Masterstudiums und Renditen universitärer Hochschulabschlüsse in der Schweiz nach Einführung von Bologna. In Markus Lörz & Heiko Quast (Hrsg.), *Bildungs- und Berufsverläufe mit Bachelor und Master: Determinanten, Herausforderungen und Konsequenzen* (S. 17–52). Springer Fachmedien.
- GOV.UK (2023). LEO Graduate and Postgraduate Outcomes. Real Terms Earning Data.
- Gunderson, Morley, & Oreopolous, Philip (2020). Returns to education in developed countries. In Steve Bradley & Colin Green (Hrsg.), *The Economics of Education* (S. 39–51). Academic Press.
- Hesa (2023). Higher Education Student Statistics: UK 2021/22—Student numbers and characteristic.
- Kroher, Martina, Leuze, Kathrin, Thomsen, Stephan L., & Trunzer, Johannes (2021). Did the “Bologna Process” Achieve Its Goals? 20 Years of Empirical Evidence on Student Enrolment, Study Success and Labour Market Outcomes. IZA Discussion Paper Series, Nr. 14757.
- Loprieno, Antonio (2016). Die entzauberte Universität. Europäische Hochschulen zwischen lokaler Trägerschaft und globaler Wissenschaft. Passagen Verlag.
- OECD, Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (2021). Education at a Glance 2021. OECD Indicators.
- OECD, Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (2023). Educational attainment and labour-force status.
- Pollard, Emma, Gloster, Rosie, Hillage, Jim, Bertram, Christine, Buzzeo, Jonathan, Marvell, Rosa, Griggs, Julia, Drever, Emma, Kotecha, Mehul, & Rahim, Nilufer (2016). Mature Entrants’ Transitions to Postgraduate Taught Study. Institute for Employment Studies, National Centre for Social Research.
- Quintini, Glenda (2011). Right for the Job: Over-Qualified or Under-Skilled? OECD Social, Employment and Migration Working Papers, Nr. 120.
- Ross, John (2023). Appetite for master’s study stays sluggish in Australia. *Times Higher Education (THE)*. <https://www.timeshighereducation.com/news/appetite-masters-study-stays-sluggish-australia>. Consulté le 29.01.2024.
- Rossen, Anja, Boll, Christina, & Wolf, André (2019). Patterns of Overeducation in Europe: The Role of Field of Study. *IZA Journal of Labor Policy*, 9(1).
- Salvi, Marco, Mauli, Florence, & Schnell, Patrick (2023). Gerechter Studieren. Nachgelagerte Studiengebühren erhöhen die Kostenwahrheit in der Tertiärbildung und verbessern die Chancengerechtigkeit. Avenir Suisse.
- SBFI, Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (2019). 20 Jahre Bologna-Deklaration. SBFI News, 2(19).
- Schweri, Juerg, Eymann, Annina, & Aepli, Manuel (2020). Horizontal mismatch and vocational education. *Applied Economics*, 52(32), 3464–3478.
- Social Research Centre (2022). 2022 Graduate Outcomes Survey-Longitudinal.
- Wolter, Stefan C. (2017). Der Bildungsmittelstand steigt auf. *Die Volkswirtschaft*, 12, 16–19.
- Wolter, Stefan C., Albiez, Janine, Cattaneo, Maria A., Denzler, Stefan, Diem, Andrea, Lüthi, Samuel, Oggenfuss, Chantal, & Schnorf, Ramona (2023). *Bildungsbericht Schweiz 2023*. Schweizerische Koordinationsstelle für Bildungsforschung (SKBF).

Notes de fin

- 1 La rentabilité fiscale de la formation est généralement calculée par rapport aux coûts de la formation. Le calcul de la rentabilité privée de la formation se fait de différentes manières, le plus souvent en occultant l'aspect des coûts, notamment dans les pays où la majeure partie des coûts est prise en charge par la société.
- 2 L'enseignement tertiaire en Suisse comprend les domaines suivants:
Formation universitaire (tertiaire A) : HES, HEP et universités.
Formation professionnelle supérieure (tertiaire B) : examens professionnels, examens professionnels supérieurs et écoles supérieures.
- 3 Une sélection plus stricte à l'entrée du master, associée à une forte augmentation du nombre d'étudiants au niveau du bachelor, a entraîné une baisse de 10 points de pourcentage du taux de passage en France depuis 2017 (Frankreich, 2022). Ce n'est donc pas seulement le type d'études (voir figure 2), mais aussi les conditions-cadres qui déterminent si les étudiants franchissent le pas vers les programmes d'enseignement supérieur et à quelle vitesse.
- 4 Cette méthode permet à chaque fois de filtrer d'autres facteurs déterminant le salaire (p. ex. l'expérience professionnelle). Néanmoins, la détermination de la rentabilité de la formation pose des problèmes statistiques et les valeurs doivent donc être considérées avec prudence. En raison de distorsions et de variables manquantes (p. ex. la motivation et les compétences déjà existantes), la rentabilité de la formation a tendance à être surestimée (Cattaneo & Wolter, 2018; Gunderson & Oreopolous, 2020).

Auteurs Florence Mauli, Patrick Schnell
Editeur Avenir Suisse, Zurich
ISSN 2813-8473
Télécharger avenir-suisse.ch/fr/publication/le-bachelor-un-diplome-sous-estime/

Cette oeuvre est protégée par le droit d'auteur. Avenir Suisse étant intéressé à la diffusion des idées présentées ici, l'utilisation par des tiers des conclusions, des données et des graphiques de cette oeuvre est expressément souhaitée à condition que la source soit indiquée de façon précise et bien visible et que les dispositions légales en matière de droits d'auteur soient respectées.

avenir-suisse.ch info@avenir-suisse.ch +41 44 445 90 00

avenir suisse

